



**ACCÈS À UN SERVICE DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS EXPERT  
SUR LES ENTREPRISES EN FRANCE  
ET SUR LEUR TÊTE DE GROUPE FRANÇAISE OU ÉTRANGÈRE**

**Lot 1**

---

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES  
(CCTP)**

---

**Siège**

15 rue des Minimes - CS 50001  
92677 COURBEVOIE Cedex  
Téléphone : 0820 213 213  
Télécopie : +33 (0)1 56 65 86 00

**INPI Direct : 0820 210 211**  
[www.inpi.fr](http://www.inpi.fr) – [contact@inpi.fr](mailto:contact@inpi.fr)

Établissement public national  
créé par la loi n° 51-444 du 19 avril 1951

## SOMMAIRE

1	CONTEXTE.....	3
2	OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
3	PRESTATIONS DEMANDEES.....	3
3.1	Couverture des bases de données.....	4
3.2	Prestations techniques .....	4
3.3	Volumétrie .....	5
4	MODALITES D'EXECUTION.....	5
4.1	Qualité de service .....	5
4.2	Statistiques trimestrielles d'utilisation .....	6
4.3	Support technique .....	6
4.4	Prestations de formation .....	6

## 1 CONTEXTE

L'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI), est un établissement public administratif sous tutelle du Ministère de l'Economie, des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique. Créé en 1951, ses missions sont définies dans le Code de la propriété intellectuelle.

Il participe activement à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques dans le domaine de la propriété industrielle et de la lutte anti-contrefaçon.

Fort de sa mission de soutien à l'innovation et à la compétitivité des entreprises, l'INPI accueille et informe tous ceux qui sont concernés par la propriété industrielle. Il les assiste tout au long de leurs démarches dans ce domaine, délivre les titres brevets, marques, dessins et modèles et en assure la publication.

Afin de mieux connaître ses clients, l'INPI réalise la catégorisation des déposants et titulaires de titres de PI dans des bases de données internes à vocation statistique.

A partir de cette catégorisation, l'INPI publie différents travaux et études destinées à enrichir la connaissance de l'écosystème de l'innovation. Ces publications sont mises à disposition sur le site [inpi.fr](http://inpi.fr), notamment :

- Des palmarès sur les principaux déposants de brevets à l'INPI et des principaux titulaires de brevets en vigueur en France, réalisés sur les groupes consolidés. En fonction de l'actionnariat, chaque filiale est rattachée à une tête de groupe nationale ou internationale.
- Des palmarès au niveau régional, par catégorie de déposants (ETI, PME, Grandes entreprises),
- Des études sectorielles et conjoncturelles sur les entreprises françaises déposantes en catégorisant celles-ci en fonction du chiffre d'affaire, des effectifs et de l'actionnariat.

L'INPI enrichit notamment ses données grâce à l'open data de l'Insee, ce qui permet de catégoriser environ 80% des déposants et titulaires de brevets en France. Au 31 décembre 2024, près de 87 000 personnes morales, comprenant des groupes d'entreprises et des entités indépendantes, sont identifiées comme détentrices de brevets actifs en France.

En complément, l'INPI a besoin d'informations administratives et financières des entreprises en France et de leurs maisons mères pour, d'une part, catégoriser les 20% de déposants manquants, et d'autre part, procéder à des vérifications relatives aux groupes d'entreprises (actionnariat et consolidations).

## 2 OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché a pour objet l'accès à une base d'informations juridiques, économiques et financières sur les entreprises agissant en France ainsi que les informations (effectifs et chiffre d'affaires) consolidées des têtes de groupe ultimes françaises ou étrangères.

## 3 PRESTATIONS DEMANDEES

### 3.1 Couverture des bases de données

Le titulaire doit permettre l'accès aux bases de données entreprises concernant :

- Pour toutes les **unités légales et les entreprises ayant une activité sur le territoire français**,

- la dénomination sociale,
- l'information du numéro SIREN et du SIRET de leurs établissements,
- la date de création,
- les effectifs salariés de l'unité légale et de ses établissements,
- l'effectif consolidé à l'international si l'entreprise détient des établissements/filiales à l'étranger
- le chiffre d'affaires de l'unité légale et de ses établissements,
- le chiffre d'affaires consolidé à l'international si l'entreprise détient des établissements/filiales à l'étranger
- le code NACE (nomenclature des activités économiques dans la communauté européenne sur laquelle repose le code NAF) de l'unité légale et de ses établissements,
- le total du bilan,
- le code de catégorie et la nature juridique
- le détail de l'actionnariat avec : les parts de détention, l'identité des actionnaires, incluant le nom du(des) bénéficiaire(s) effectif(s), le nom de la tête de groupe, et la chaîne de détention intermédiaire (organigramme),
- les données sur les dirigeants,
- la localisation des entreprises et de leurs filiales,
- la consultation des rapports financiers des entreprises françaises.

- Pour les têtes de groupe **ultimes** détenant des entreprises filiales et groupes d'entreprises filiales français,

- la nationalité de la maison mère ultime,
- un identifiant international pour désigner cette entreprise (équivalent du SIREN si étrangère),
- l'effectif consolidé du groupe au niveau international « *effectif dans le monde* » (pas uniquement les effectifs sur le territoire français),
- le chiffre d'affaires consolidé du groupe au niveau international « *CA dans le monde* » (pas uniquement le chiffre d'affaires sur le territoire français),
- le code NACE,
- l'arborescence du groupe avec toutes les filiales françaises et étrangères et l'organigramme,
- les données sur les dirigeants.

L'accès aux rapports financiers, aux **effectifs et chiffres d'affaires consolidés au niveau des têtes de groupe à un niveau international**, et les secteurs d'activités de leurs têtes de groupe nationales et internationales est indispensables.

### 3.2 Prestations techniques

Le mode d'accès et les fonctionnalités souhaités sont les suivants :

- l'interrogation et la consultation en ligne,
- la recherche selon des critères d'information économique, juridique, d'actionnariat et de localisation des entreprises : dénomination sociale, SIREN / SIRET, actionnaire, bénéficiaire(s) effectif(s), adresse,
- la recherche de listes de SIREN et/ou dénominations sociales simultanés,

- l'import et/ou l'enrichissement à partir de listes de dénominations sociales et/ou numéros de SIREN/SIRET et/ou d'adresses (au moins égal à 10 000) à rechercher, à partir de plusieurs formats de fichier (.csv, .xls, .doc, .txt),
- l'interrogation en ligne et l'affichage des informations de CA, effectif, total du bilan, code nace, code juridique, date de création, têtes de groupe-part d'actionnariat, effectif et CA de la tête de groupe en un minimum de clics (évt. la possibilité de paramétrer l'affichage des résultats),
- le paramétrage de veilles et d'alertes sur des entreprises, suivant plusieurs données,
- les fonctions de téléchargement, d'export, de copie et de sauvegarde des données de tous les champs disponibles, de manière sélectionnable (correspondant au format personnalisé), sous différents formats. Les champs d'export peuvent être librement choisis et les formats proposés (.csv, .xls, .txt),
- l'export de volume de données importants (au moins supérieur à 10 000),
- des interfaces en français,

Au moins 2 accès simultanés permettant l'export des données.

### 3.3 Volumétrie

Le titulaire garantit pour chaque login de recherche :

- un volume illimité de notices consultées,
- un temps de connexion illimité.

Le titulaire s'engage à fournir au moins **deux** accès en consultation illimitée et à permettre un minimum de 15 000 exports/an (un export contient **l'ensemble des informations** pour une entreprise recherchée).

En outre, le titulaire s'engage à proposer l'achat en cours d'année de crédits supplémentaires si les 15 000 exports sont atteints.

Enfin, le titulaire garantit le paramétrage d'un nombre illimité d'alertes pour des veilles spécifiques.

## 4 MODALITES D'EXECUTION

### 4.1 Qualité de service

Des engagements stricts sont demandés en termes de qualité de service (accès permanent au site, hors opérations de maintenance), confidentialité des interrogations effectuées, rapidité d'intervention du support technique en cas de problème technique, etc.).

En particulier, le rétablissement de l'accès au site doit être effectué le plus rapidement possible, en cas d'interruption de service, ou de perturbations/ralentissements importants rendant impossible une utilisation normale de la plate-forme, au plus tard 24 heures après avoir été informé de la situation.

Le prestataire informera l'INPI sur les périodes de maintenance de la base.

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières précise les modalités de calcul des pénalités dans le cas où les engagements de qualité de service ne seraient pas respectés.

Le prestataire fournit la documentation à jour des fonctionnalités et en fonction des évolutions techniques de la base de données. Cette documentation est transmise au responsable du compte INPI au moment de ces évolutions.

#### **4.2 Statistiques trimestrielles d'utilisation**

Le titulaire devra envoyer trimestriellement sous forme électronique les relevés relatifs à l'utilisation du service.

#### **4.3 Support technique**

Le titulaire met à disposition son support technique disponible en ligne de 9h à 18h, du lundi au vendredi, ainsi qu'une assistance téléphonique en français.

#### **4.4 Prestations de formation**

Le titulaire doit assurer un minimum d'une journée annuelle de formation en français sur site ou en visioconférence (site de l'INPI à Courbevoie ou autres sites de l'INPI ou sur un autre site défini d'un commun accord).

Les formations sont réputées comprendre :

- la formation des stagiaires,
- la mise à disposition du matériel pédagogique et des supports de cours, le cas échéant,
- la mise à disposition de logins pour la formation à tous les stagiaires inscrits,
- le rapport de présence,
- les évaluations à chaud des participants,
- tous les frais annexes liés au formateur (déplacements, communications, repas etc..) et qu'aurait à supporter le titulaire dans le cadre des prestations du présent marché.

Des sessions de formations à distance (de type conférence web) pourront également être organisées sur demande de l'INPI.